

11.5359 – Heure des questions. Question

**Aide au développement. Partenariat public-public en matière d'eau**

Déposé par Carlo Sommaruga  
Date de dépôt 14.09.2011  
Déposé au Conseil national  
Etat des délibérations Liquidé

**Texte déposé**

Dans le message complémentaire pour l'aide au développement pour 2010 à 2012 et dans celui pour 2013 à 2016 en préparation, l'eau est une thématique centrale. Pour les projets relatifs à l'accès à l'eau, les moyens financiers croissent. En Suisse, la gestion de l'eau est à 98 pour cent en main des pouvoirs publics. Cette gestion, d'une rare efficacité, devrait servir de modèle dans les projets relatifs à l'accès à l'eau.

- Quel est le nombre de projets de partenariat public-public (PuP) soutenus par la DDC?

- Lesquels sont-ils?

- Quel pourcentage des crédits du secteur "Eau" est affecté aux PuP?

**Réponse du Conseil fédéral du 19.09.2011**

95 projets dont le mode de management est le partenariat public sont en cours d'engagement en 2011. Ces projets de différentes tailles permettent à environ 500 000 à 800 000 personnes par an d'avoir accès à l'eau potable. Dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable, la Direction du développement et de la coopération focalise ses interventions sur les zones rurales et les petites villes où le principe d'assurer une gestion la plus proche possible des utilisateurs est la règle. Ainsi, une gestion communautaire de l'eau (comités) ou en mains locales (municipalités et communes) constitue le mode de gestion prioritaire pour la quasi-totalité des projets d'accès à l'eau mis en oeuvre en Afrique, Amérique latine et Asie. Les moyens engagés pour ces projets se montent à 80 millions de francs suisses, ce qui correspond à plus de la moitié des crédits à disposition du secteur "Eau". L'autre moitié des moyens est utilisée pour des projets d'assainissement, d'eau pour l'agriculture et de gestion des bassins versants. Un projet spécifique vient d'ailleurs d'être mis en place afin d'encourager et soutenir techniquement et financièrement les partenariats directs entre les Services des eaux en Suisse et leurs homologues publics dans les pays du Sud.